

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle de l'environnement
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ARRÊTÉ

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 11566

PROLONGEANT LA DURÉE D'EXPLOITATION

**Société COSSON
à SAINT-WITZ**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante ;

VU l'arrêté préfectoral N° 196/2007 du 19 septembre 2007 autorisant, pour une durée de six ans à compter de la date de sa notification, la société COSSON à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de SAINT-WITZ – Lieudit « Terre de Guépelle » ;

VU la lettre du 20 juin 2012 par laquelle la société COSSON demande à bénéficier du régime des droits acquis pour l'exploitation de son activité de stockage de déchets d'amiante lié, suite à la parution de l'arrêté ministériel du 12 mars 2012 susvisé ;

VU la lettre préfectorale du 17 avril 2013 adressée à la société COSSON prenant acte de sa demande de bénéfice du régime des droits acquis pour la poursuite de l'exploitation de l'activité de stockage de déchets d'amiante lié au-delà du 1er juillet 2012 et l'informant que cette installation relève désormais du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique N° 2760-2 ;

VU la lettre du 20 juin 2013 par laquelle la société COSSON transmet le rapport de la société BURGEAP portant sur l'analyse de conformité du centre de stockage de déchets non dangereux exploité à SAINT-WITZ ;

VU le porter à connaissance transmis le 9 juillet 2013 par la société COSSON relatif à sa demande de prolongation de la durée d'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux de SAINT-WITZ dédiée à des déchets d'amiante lié soumise à autorisation sous la rubrique 2760 ;

VU le rapport du 28 août 2013 du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

L'exploitant entendu ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur le projet au cours de la séance du 19 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que le dossier de porter à connaissance déposé par la société COSSON ne pourra pas être instruit dans un délai compatible avec l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 septembre 2007 aux termes duquel l'exploitation est autorisée pour une période de six ans ;

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de prolonger la durée d'exploitation de l'installation afin de statuer sur la demande précitée ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'installation restera soumis aux prescriptions actuellement applicables au site, en particulier, l'emprise, la capacité de stockage ainsi que le rythme de remplissage, qui resteront inchangés par rapport à l'exploitation actuelle ;

CONSIDERANT que les nuisances dont l'installation peut être à l'origine resteront identiques à celles générées par l'exploitation actuelle ;

CONSIDERANT que cette modification est non substantielle au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient par conséquent, de prolonger de trois mois l'autorisation d'exploiter délivrée à la société COSSON par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 ;

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : La première phrase de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorisant la société COSSON à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de SAINT-WITZ – Lieudit « Terre de Guépelle », est complétée par les dispositions suivantes :

« Toutefois, l'exploitation de l'alvéole dédiée au stockage de déchets d'amiante lié et définie à l'article 7 est autorisée jusqu'au 31 décembre 2013 ».

Article 2 : Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 demeurent applicables.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de SAINT-WITZ pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie.

Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise – Bâtiment Préfecture - Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement – Pôle de l'Environnement et des Installations Classées.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département du Val-d'Oise.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

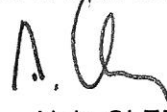
1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise et le maire de SAINT-WITZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 19 SEP. 2013

Pour la directrice départementale des territoires,
Le chef de service de l'agriculture,
de la forêt et de l'environnement,



Alain CLEMENT

